

## **REPUBLIQUE FRANCAISE**

### **Mairie de Boisemont**

#### **ARRETE 2026/27**

#### **PORTANT DELEGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE**

Le Maire de la Commune de Boisemont,

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-18 et L.2122-23 ;

**Vu** le principe d'impartialité de l'administration ;

**Vu** la nécessité de prévenir toute situation de conflit d'intérêts ;

**Considérant** que le maire est candidat à l'élection municipale ;

**Considérant** qu'il convient, dans ce contexte, de se déporter de l'instruction et de la décision relative aux autorisations d'occupation temporaire du domaine public à des fins de campagne électorale ;

#### **ARRETE**

##### **Article 1 - Délégation**

Il est donné délégation à Monsieur François BRIANDET, adjoint au maire, pour :

- instruire,
- apprécier,
- décider,
- et signer

toute autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT), quelle qu'en soit la durée ou la forme, lorsqu'elle est sollicitée ou utilisée dans le cadre d'activités de campagne électorale, notamment à des fins de propagande, d'information ou de rencontre avec les électeurs.

##### **Article 2 – Champ de délégation**

La présente délégation couvre l'ensemble des actes administratifs nécessaires à la délivrance de l'AOT, incluant notamment :

- la fixation des conditions d'occupation,
- les prescriptions relatives à l'ordre public,
- les décisions d'acceptation, de refus, de retrait ou de modification.

##### **Article 3 – Déport du maire**

Le maire se déporte expressément de toute intervention, instruction, arbitrage ou décision relative aux actes visés à l'article 1 pendant la durée de la campagne électorale.

##### **Article 4 – Limites**

La présente délégation est strictement limitée aux actes mentionnés ci-dessus et n'emporte aucune autre compétence.

##### **Article 5 – Entrée en vigueur et publicité**

Le présent arrêté :

- entre en vigueur à compter de sa signature,
- sera publié et affiché conformément aux règles en vigueur,
- sera transmis au représentant de l'Etat dans le cadre du contrôle de légalité.

## Article 6 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Boisemont, le 5 février 2026

Le Maire

Stéphane CHORIN-SAVILL

